

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX



Colombophiles
Roubaisiens

N'oubliez pas que vous recevrez tous les jours TOUS LES PRODUITS COLOMBOPHILES: Domestique, Exotique, Fichu, etc., etc., à la Pharm^e du Progrès 103, Grande-Rue, 103 ROUBAIX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophe	3 mois, 31.00	6 mois, 58.00	1 an, 105.00
Autres départements	3 mois, 33.00	6 mois, 60.00	1 an, 110.00
Belgique	3 mois, 35.00	6 mois, 62.00	1 an, 115.00
Union Postales Tarif A	3 mois, 38.00	6 mois, 65.00	1 an, 120.00
Tarif B	3 mois, 40.00	6 mois, 68.00	1 an, 125.00

REDACTION : 88 à 71, Grande-Rue, Tél. 227.32, 275.85, 275.84.
ANNONCES : 88, rue d'Alsace, Tél. 27.
 Lille : 13, boulevard des Halles, Tél. Louvre 08.62.
 Moulins : 105, rue de la République, Tél. 2.64.

ORDRES: C'EST UN PRODUIT FRANÇAIS!
 POSTAUX: ST LÉLIE

BILLET PARISIEN

GANGSTERS ET POLITICIENS

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 5 MARS. (Midi.)
 C'est à peine si la journée dominicale a marqué que nous réentendons dans le Gouvernement déplorer pour rechercher les coupables dans les affaires connues de l'assassinat de Bayonne et de l'assassinat du conseiller Prince.

En révoquant un magistrat qui a traité les devoirs de sa charge, le Gouvernement manifeste son désir de punir tous les coupables sans exception. Il ne s'agit pas d'un simple châtiment. Ce magistrat, M. Hurlaux, dont l'incrimination est, d'ailleurs, démontrée depuis longtemps — n'a pas agi sans certaines complications, notamment certaines complications politiques. Il importe de les rechercher.

Elles seront recherchées et l'on assure que des demandes de levée d'immunité parlementaire seront déposées très prochainement. La semaine ne s'écoulera pas sans des imputations retentissantes.

D'autre part, la Cour de Cassation va se prononcer sur le démantèlement du Parquet de Bayonne. Le Parquet de Paris, une fois saisi de toute l'affaire, l'action de la justice en sera accélérée.

Dans l'affaire de l'assassinat du conseiller Prince, le Gouvernement n'est pas moins désireux de hâter l'œuvre des révélateurs de vérité. L'inspecteur principal Bony qui, hier encore, était en disponibilité, s'est signalé à l'attention de ses chefs et du Gouvernement par le coup de maître qui consistait à remettre à la justice les talons des chèques émis par Stavisky, a été chargé de collaborer à l'enquête sur la mort tragique du conseiller.

Ce policier, dont les qualités d'intelligence et de flair sont, paraît-il, reconnues, connaît mieux que personne la « bande Stavisky ». Il lui est plus facile qu'à tout autre de recueillir sur tel ou tel de ses affidés les renseignements qui permettent de préciser certains soupçons.

Actuellement, en effet, plusieurs personnes sur lesquelles il est impossible d'en dire plus long pour l'instant, sont soupçonnées d'avoir, sinon exécuté le crime, du moins guidé la main des assassins. Ces personnes peuvent égarer pendant encore un certain temps au réseau des recherches politiques qui les entoure. Il dépendra de l'inspecteur principal Bony que ce temps soit abrégé.

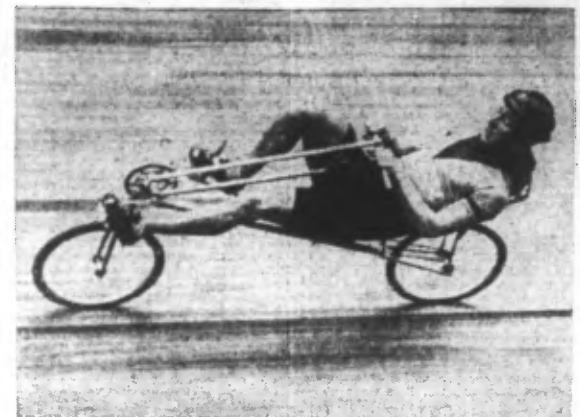
Ces pistes sont, en tous cas, assez sérieuses pour que M. Henry Chéron, garde des Sceaux, et M. Gaston Doumergue lui-même, aient pu sentir de la réserve qu'ils n'auraient pas manqué d'observer s'ils avaient eu aucun indice sur le crime et les criminels. Sans rien violer du secret qui ferme toutes les bouches dans les milieux gouvernementaux, disons qu'une véritable équipe de « gangsters » s'était installée au cœur de notre pays, redoutable bande qui, corrompant les politiciens, pouvait impunément poursuivre ses exactions et, peut-être, ses crimes, à l'abri des lois pénales.

Si l'on attend et met hors d'état de nuire ces escarpes de haut vol, la France poussera un véritable soupir de soulagement. Le redressement moral sera sérieusement amorcé.

L'intérêt des bons de la Défense nationale
 Paris, 5 mars. — Le Coulté financier de la Classe autonome de gestion des bons de la Défense nationale, d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette publique, s'est réuni le 5 mars, sous la présidence de M. le sénateur Rigault. M. le sénateur Milan, président du Conseil d'administration, assistait à cette séance. Le Comité n'a émis trois qu'il y avait lieu de porter de 3.50 à 4 francs avec effet du 6 mars 1934, le taux d'intérêt des bons de la Défense nationale à 2 ans.

LE DOCTEUR CHARCOT GRAND OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
 Paris, 5 mars. — Le docteur Charcot, explorateur, membre de l'Académie de Médecine, capitaine de réserve honoraire, est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur.

La bicyclette « horizontale »



Un grand match de poursuite, 20 tours, 5 kilomètres, a été disputé au vélodrome d'hiver entre Francis Faure, sur une bicyclette « horizontale », et Maurice Richard, sur une bicyclette « normale ». L'épreuve a été gagnée par Francis Faure, qu'on voit ici sur son curieux engin (Photo N.Y.T.)

LETRE DE BRUXELLES

LA CONFIANCE EN LÉOPOLD III

(De notre correspondant particulier)

BRUXELLES, 5 MARS.
 M. Desirée et M. Vandervelde font école. Un des théoriciens les plus connus du socialisme belge, celui qui, dans les organes du parti, a, depuis de longues années, la charge d'interpréter les théories socialistes telles que les veut l'opportunisme de chaque période, expose pour qu'il l'extrême-gauche a mis en vaine ses principes républicains.

Pendant le règne d'Albert I^{er}, dit-il, notre parti apaisa son agitation républicaine d'autrefois. Ce fut une trêve facile, une longue trêve qu'il n'a pas encore de raison de rompre. Un roi constitutionnel de cette qualité est un obstacle plus grand pour notre mouvement qu'un président de la république bourgeoise.

L'exemple des nations qui se sont constituées en république après l'armistice n'est pas très convaincant. La situation faite aux socialistes en Hongrie, en Pologne, et, de plus, en Autriche, prouve le contraire. Pourquoi dès lors, dépenser nos forces pour un changement de régime gouvernemental, alors que tant de problèmes, autrement urgents et angoissants, nous attendent?

Cette explication est conforme à la réalité des faits. La monarchie belge et les partis d'ordre qui sont au Gouvernement sont tellement les défenseurs nés de la liberté que, sous leur administration, même leurs plus irréductibles adversaires socialistes, frontaliers et communistes, admettent le régime politique des catholiques et des libéraux royalistes.

Il est certain que si les rôles étaient renversés, la liberté passerait un mauvais quart d'heure et que la dictature naîtrait, impitoyable.

Socialistes et communistes ont de plus en plus, en effet, le mot de « dictature du prolétariat » sur leurs lèvres.

Pour en revenir encore au principe républicain, les irréductibles vont répétant que la mort du roi Albert change la situation. Point du tout, répond le libéral, dont je parle: « Le nouveau roi a juré de rester fidèle à la Constitution et de suivre les traces de son père. Avons-nous une raison de ne pas lui faire confiance? »

L'écrivain socialiste n'en trouve pas, aussi avare-t-il: « Si le jeune roi devant un jour, manquer à sa parole — ce que rien ne nous permet de croire — il sera temps d'agir. »

Les socialistes peuvent être certains que les catholiques et les libéraux ne leur laisseront point alors l'honneur de défendre sous la liberté. Et dans ce domaine, le pays peut faire confiance aux partis d'ordre. Ce n'est point, en effet, dans leurs rangs que l'on a trouvé les groupes

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE M. PRINCE EST DE PLUS EN PLUS SERRÉE

C'est bien de sang humain qu'était taché le couteau que l'on retrouva non loin du cadavre

Paris, 5 mars. — La Sûreté générale cherche, sur des indices sérieux, le point de départ de la machination qui aboutit à l'assassinat du malheureux conseiller Prince.

L'inspecteur principal Bony, mis à la disposition du Parquet général de Dijon, sur l'initiative de M. Henry Chéron, garde des Sceaux, après avoir passé ses jours de dimanche à prendre des notes sur les différents rapports du dossier est venu, lundi matin, à la Sûreté générale, où il s'est entretenu, avec ses chefs et ses collaborateurs, de la marche à suivre dans l'enquête nouvelle qui va seulement commencer.

L'inspecteur principal Bony ne quittera vraisemblablement pas Paris lundi pour Dijon. Il semble qu'il estime que c'est à Paris même que le débat de l'enquête doit être mené.

Il semble que la police, désormais, puisse donner une orientation assez précise aux recherches entreprises.

Les dénonciations anonymes
 Lundi matin, un témoin a été entendu: un écrivain russe, habitant Paris, et fort honorable, qu'une dénonciation anonyme avait incriminé comme ayant participé à l'assassinat du conseiller à la Cour. Le témoin a pu fournir un alibi irréprochable et ne sera pas entendu à nouveau. De nombreuses dénonciations anonymes d'ailleurs sont reçues et toutes doivent être vérifiées.

Les langues commencent à se délier
 Le Parquet de Dijon aurait recueilli, depuis samedi, des témoignages sous le sceau du secret, de personnes ayant passé quelques moments, à La Combe-aux-Près, le mardi 20 février, aux environs de 20 heures.

On devine toutes les raisons qui obligent les magistrats instructeurs à ne point divulguer le nom de ces personnes. Il paraîtrait même que, d'ici peu, de nouveaux Dijonnais se feraient connaître pour avoir été présents eux aussi à l'heure du drame, aux environs de la fameuse Comte.

Nous ne saurions être précis à ce sujet, mais l'une d'elles, paraît-il, aurait déclaré avoir vu des ombres sur le balcon. Une autre aurait aperçu, le long des bas-côtés du balcon, des silhouettes à transporter un colis très lourd, un colis qui aurait eu la forme humaine.

Le Gouvernement sait la marche de l'enquête
 M. Henry Chéron, garde des Sceaux, a conféré lundi matin avec M. Dreyfus, premier président à la Cour



(Ph. H. Mausel.)
 M^e MAURICE GARÇON avocat de M^e Prince

d'appel, et Donat-Guigue, procureur de la République.
 De son côté, M. Gaston Doumergue, président du Conseil, a reçu, au quai d'Orsay, M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur.

Le couteau trouvé près du cadavre de M. Prince était maculé de sang humain
 M. Lapeyre a reçu lundi après-midi le rapport définitif de M. Kohn-Abrest sur l'examen des viscères du conseiller Prince.

L'analyse à laquelle l'expert s'est livré n'a montré la présence d'aucune substance staphylocoque ou autrement toxique, d'aucune quantité notable d'alcool. Il précise, par ailleurs, que, d'après l'état de l'alomac, la mort est survenue plusieurs heures après le repas.

M. Lapeyre a reçu également le rapport de M. Sannic, directeur de l'identité judiciaire, chargé d'examiner le couteau du cadavre trouvé à côté du cadavre. M. Sannic a établi que le couteau était maculé de sang humain, mais l'aspect des tâches est tel qu'il ne semble pas que l'arme ait servi à frapper la victime. Mais ceci n'est qu'une hypothèse.

Le professeur Kuhn, de Dijon, découvre dans les viscères des lésions causées par un toxique
 Le docteur Kuhn, professeur d'anatomie pathologique à l'école de médecine de Dijon, avait été chargé par le Parquet de Dijon dès le début de l'enquête de rechercher si le foie, les pignons et les reins ne portaient pas de lésions et de dire si ces lésions n'avaient pas été provoquées par des toxiques. Le docteur Kuhn a déposé lundi son rapport. L'examen histologique de ces fragments d'organes prélevés au moment de l'autopsie, aurait permis à l'expert dijonnais, de constater des lésions non douteuses, provoquées par une substance toxique. Ces conclusions sont donc différentes de celles résultant de l'examen des organes effectué à un point de vue purement chimique par M. Kohn-Abrest, directeur du laboratoire municipal de Paris, qui conclut d'une façon négative.

D'après un journal anglais, Stavisky aurait vendu à l'Allemagne le secret de la grande chaîne de nos fortifications

M. Hurlaux, substitut du procureur général près de la Cour d'appel de Paris, est révoqué. En apprenant cette mesure, il a tenté de se suicider

Londres, 5 mars. — S'autorisant d'informations de source allemande qu'il dit sérieuses et dont il assure avoir reçu communication hier même, le *Sunday Chronicle* écrit: « Stavisky figure dans un nouveau rôle, celui de maître espion ayant vendu à l'Allemagne le secret de la grande chaîne des fortifications secrètes de la France. »

« A la lumière des nouvelles révélations, Stavisky apparaît comme le chef d'une vaste organisation d'espionnage à la solde d'un moins deux Gouvernements étrangers. »

« En fait, l'espion Stavisky félicite le veleur Stavisky. Ses activités comme intrigant politique excèdent de beaucoup ses fraudes financières et furent beaucoup plus dangereuses pour la paix de l'Europe. »

« Il est maintenant révélé que, grâce à ses nombreuses relations, Stavisky fut à même de fournir à l'Allemagne les informations secrètes que cette puissance désirait et pour lesquelles elle lui versa une somme équivalente à 100.000 livres sterling. »

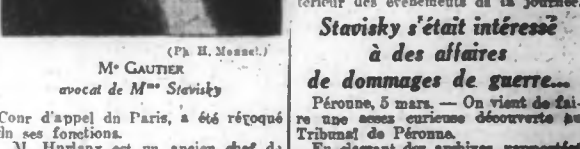
« C'est pourquoi Stavisky, sans prétexte de quelques affaires, se rendit souvent à Berlin et fut fréquemment aperçu dans la Wilhelmstrasse, rue de la Capitale où se trouvent également la preuve de réunions dans nos salons privés de la ville, à Berlin, de l'agent avec des officiers allemands de grade supérieur. »

« A l'heure actuelle, on a lentes raisons de croire que la vaste organisation de Stavisky avait surtout pour objet de recueillir des informations secrètes de la plus grande importance. »

A la Sûreté générale on est sur le « qui vive »
 Paris, 5 mars. — A la Sûreté générale on était lundi sur le « qui vive », dans l'attente de réquisitions du Parquet de la Seine. On sait, en effet, que le classement de tous les documents sera suivi de perquisitions et, sans doute, d'opérations judiciaires d'un ordre plus grave.

Le commissaire Burthet et ses adjoints, dès les premières heures, étaient à la disposition des juges de la Seine.

La révocation de M. Hurlaux
 Par décret du Président de la République, en date du lundi 5 mars, rendu sur la proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice, M. Hurlaux, substitut du procureur général près la



(Ph. H. Mausel.)
 M. Ombroux, juge d'instruction

M. Hurlaux mit alors sa main dans sa poche. Aussitôt les magistrats redoutant qu'il ne se précipitât et arrêter le geste du substitut, ils découvrirent dans sa poche de ce dernier un produit toxique.

« Vous m'arrachez, dit M. Hurlaux, ce flacon. J'en ai honteusement d'autres chez moi. »

Les magistrats présents firent aussitôt mander le docteur Paul et réussirent à calmer le substitut Hurlaux. Mais pour éviter qu'il se livre à un acte de désespoir, ils la décidèrent à se retirer, au moins pour quelques jours, dans une maison de repos des environs de Paris.

« Une fois le courant de l'après-midi, M. Hurlaux a fait parvenir au garde des Sceaux une lettre dans laquelle il affirme n'avoir reçu aucune rétribution ni aucune somme d'argent, qu'elle soit, de Stavisky et qu'il n'a ni rendu aucun service relatif aux affaires en cours. »

« Dès que M. Henry Chéron a été mis au courant de ces divers incidents, il est venu à la résidence du Conseil où il a informé M. Gaston Doumergue et M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur des événements de la journée. »

LA RÉCEPTION DE L'ÉQUIPAGE DE LA "CROIX-DU-SUD"



L'équipage de l'hydravion CROIX-DU-SUD, après son triomphal voyage en Amérique du Sud a été accueilli triomphalement par le ministre de l'Air, aux Mureaux.
 Voici l'équipage de la CROIX-DU-SUD photographié à sa réception aux MUREAUX à gauche, le général DENARD et à droite, M. DURAND-VIEL (Ph. Kéroux)

Un paquebot en feu dans la baie de Chesapeake

New-York, 5 mars. — Le paquebot « City of Montgomery », de 5.000 tonnes, est en feu à une cinquantaine de kilomètres au large du bateau-phare situé à l'entrée de la baie de Chesapeake. Le navire, venant de Savannah, se rendait à New-York. On ignore combien de passagers se trouvent à bord.

LA REINE DES REINES DE PARIS



L'élection de la reine des reines de Paris a eu lieu dans un grand établissement de la Champe-Élysees.
 Voici M^{lle} LUC BOURGEOIS, LAURENTE, REINE DES REINES DES REINES (Ph. Kéroux)